

BILLS—Suite.

BILL RELATIF A L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT—Suite.

M. Stevens—Suite.

un verdict de culpabilité, ils envoient probablement le prisonnier à l'échafaud — 2060; tandis que si la peine était l'emprisonnement, ils rendraient un verdict de culpabilité — 2060; l'argument vaut quelque chose et de toute l'argumentation c'est le seul qui vaille — 2060; je ne vois pas ce que nous gagnerions à abolir la peine capitale dans les cas de meurtre — 2061.

Hon. G. P. Graham — Opposé à la peine capitale — 2061; suis convaincu que l'infliction de la peine capitale, quel que soit le crime commis, n'empêche pas plus qu'une autre peine le crime d'être commis de nouveau — 2061; réforme a gagné beaucoup de terrain depuis dix ans — 2062; l'emprisonnement pour la vie est une mesure préventive aussi efficace que la peine de mort — 2062.

Hon. C. J. Doherty — Bien entendu qui me justifierait de changer d'opinion — 2063; la couronne, dans les condamnations à mort, ne prend aucune décision que de l'avis du cabinet — 2063; regrettable que le député de Saint-Laurent ait donné à entendre que les moyens d'un condamné, sa richesse ou sa pauvreté, peuvent avoir une influence quelconque sur l'exercice de la prérogative du pardon — 2063; assertion qu'il ne pourrait lui-même justifier — 2063; gouvernement ne peut pas accepter la mesure qui est maintenant proposée — 2063.

M. Bickerdike — Propose que la 2e lecture et que le bill soit renvoyé à un comité spécial — 2063.

2e lecture rejetée: Pour 4; contre 21 — 2064.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE EMPIRE DU CANADA.

M. Macdonell — Dépose bill (n° 27) concernant la compagnie d'assurance-vie Empire du Canada — 695.

1ère lecture — 695.

2e lecture — 786.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL.

M. Martin (Régina) — Dépose bill (n° 38) modifiant le Code criminel — 1087.

1ère lecture — 1087.

BILL RELATIF A LA LOI DES ASSURANCES.

M. Blain — Dépose bill (n° 54) modifiant la loi des assurances — 1625; se rapporte à l'assurance sur la vie — 1625.

1ère lecture — 1625.

BILLS—Suite.

BILL RELATIF AUX PETITES CREANCES CONTRE LES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

M. Hughes (King, I.-P.-E.) — Dépose bill (n° 65) modifiant la loi relative aux petites créances contre l'Etat — 1993; avant 1910 toute procédure se rattachant à une petite réclamation contre les chemins de fer de l'Etat devait être instituée contre la Couronne en cour d'Echiquier — 1993; en 1914 loi subit une modification, pour autoriser tout citoyen qui institue une action contre l'Intercolonial, de poursuivre personnellement le gérant général au lieu de la commission d'administration de ce chemin de fer — 1993; à la suite d'un oubli, la loi primitive ne s'appliquait pas au chemin de fer de l'île du Prince-Edouard mais à l'Intercolonial seulement — 1993; but du bill est d'étendre les dispositions de la loi au chemin de fer de l'île du Prince-Edouard — 1993.

1ère lecture — 1993.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LA MARINE MARCHANDE, BATEAUX A MOTEUR.

Hon. J. D. Hazen — Dépose bill (n° 75) modifiant la loi sur la marine marchande — 2460; nécessaire à cause de l'usage très étendu que l'on fait de gazoline et de machines à pétrole pour les bateaux — 2460; tout bateau de plus de cinq tonnes qui porte des voyageurs est tenu d'avoir un mécanicien et un capitaine autorisés — 2460; la double qualité de patron et mécanicien à bord d'un bateau à vapeur — 2460; certificat spécial peut être accordé à un ingénieur conduisant un bateau mû par la gazoline, par le pétrole, ou ayant comme propulseur un moteur à combustion — 2461.

1ère lecture — 2461.

2e lecture — 2936.

En comité — 2936.

Articles 1 et 2 du bill deviennent les articles 2 et 3 du bill n° 81 — 3024.

Bill n° 75 est réuni au bill n° 81 — 3024.

BILL RELATIF A LA LOI DES BANQUES.

M. Lapointe (Saint-Jacques, Montréal) — Dépose bill (n° 83) modifiant la loi des banques — 2724; porter l'intérêt à 4 p. 100 sur les dépôts faits aux caisses d'épar- gnes — 2724.

1ère lecture — 2724.

BILL RELATIF AUX ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Hon. J. D. Reid — Dépose bill (n° 87) concernant les attributions de la commission des chemins de fer — 2819; approbation préalable des plans — 2819; donner aux commissaires seuls juridiction exclusive — 2819.

1ère lecture — 2819.

2e lecture — 2874.

En comité — 2874.